

Art. 4. De Regionale Maatschappij zorgt voor de bij de gedeeltelijke gelddotatie komende financiering met de opbrengst van door het Waalse Gewest gegarandeerde leningen.

Art. 5. § 1. De Regionale Maatschappij stelt een reglement van de voorschotten vast tot bepaling van :

- het bedrag van de voorschotten;
- het bedrag van de terugbetaling;
- de annuïteiten, de jaarlijkse rentevoet van hun vooruitgang en van hun gangbare looptijd;
- de verschuldigheid van de interesten.

De terugbetalingsmodaliteiten houden rekening met het financieel vermogen van de maatschappij en met de bruto-opbrengstrentevoet van het aan de maatschappij toegekende programma, zoals ze vastgesteld zijn in de bijlage bij het investeringsprogramma.

§ 2. Het reglement van de in § 1 bedoelde voorschotten is onderworpen aan de goedkeuring van de Executieve.

Art. 6. De Regionale Maatschappij stelt per programma een jaarlijkse afrekening en een eindafrekening op om de aanwending van de gedeeltelijke gelddotatie te rechtvaardigen.

Art. 7. De Regionale Maatschappij kent de maatschappijen leningen toe voor een duur van 30 jaar teneinde ze in staat te stellen het programma te verwezenlijken. Het bedrag van deze leningen bevat de erelonen van de architecten en de ingenieurs, de aankooprij van de gebouwen, de samenstelling van zakelijke rechten, de verbouwings-, renovatie- of oprichtingswerken van sociale woningen en van hun bijgebouwen alsook alle doorgaans ermee verbonden onkosten, binnen de perken van het aan de maatschappijen toegekende programma.

Art. 8. De goedkeuring van de aanbestedingsresultaten moet geschieden binnen een termijn van twee jaar te rekenen vanaf de mededeling van het programma aan de maatschappij.

Art. 9. De « Société régionale wallonne du Logement » berekent de bij de uitvoering van de programma's mogelijk vrijgemaakte saldo's.

De minister kan deze saldo's op voorstel van de « Société régionale wallonne du Logement » voor de verwezenlijking van nieuwe projecten aanwenden.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid Huisvesting behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 juli 1991 tot vaststelling van de voorwaarden vereist voor de toekenning door het Gewest van de tegemoetkoming in de financiering van de aankoop van gebouwen en van hun ombouw in sociale woningen of van de bouw van sociale woningen door een openbare instelling, is opgeheven, behalve wat betreft de uitvoering van de in dit kader goedgekeurde investeringsprogramma's.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 1992.

Namen, 19 november 1992.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

F. 92 — 3201

[C — 27577]

19 NOVEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon instaurant une prime pour la reconstruction d'un logement reconnu insalubre non améliorable, la construction d'un logement de comblement, ou l'acquisition à une entreprise privée d'un logement qui n'a jamais été occupé

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Code du Logement, notamment les articles 48, 49 et 50, et l'article 76, y inséré par la loi du 19 juillet 1976;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 1992;

Considérant qu'il convient de consulter le Conseil d'Etat, selon la procédure d'urgence, eu égard à la nécessité de publier le présent arrêté dans les plus brefs délais, afin de le voir entrer en vigueur le 1er janvier 1993 et correspondre de la sorte au caractère annuel des dispositions budgétaires;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1° ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a le Logement dans ses attributions;
- 2° administration : la direction générale de l'aménagement du territoire et du logement du Ministère de la Région wallonne;
- 3° délégués du ministre : les personnes désignées par le ministre au sein de l'administration, chargées de vérifier le respect des obligations imposées par le présent arrêté;
- 4° logement : la maison ou l'appartement destiné en ordre principal à l'hébergement et à la vie d'un ménage;
- 5° logement insalubre non améliorable : celui qui présente, sur le plan physique, des causes d'insalubrité très graves telles que :
 - a) une humidité permanente généralisée (humidité ascensionnelle, infiltrations, condensation);
 - b) une instabilité prononcée de la construction (dévers accentués, profondes lézardes, fluages, affaissements, ...);
 - c) une accumulation de défauts nécessitant au minimum la démolition totale et la reconstruction de la toiture et de la structure inter de l'habitation;

6° demandeur : la personne ou les personnes physiques qui sollicitent la prime déterminée par le présent arrêté en vue d'acquérir le droit de propriété, de copropriété ou de superficie sur un logement;

7° handicapé :

a) soit la personne atteinte à 66 % au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale;

b) soit la personne dont la capacité de gain est réduite à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner en exerçant une profession sur le marché général du travail, en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

c) soit la personne dont le manque d'autonomie est fixé à 9 points au moins, en application de la même loi;

8° enfant à charge : la personne pour laquelle, à la date de la demande, des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées au demandeur, à son conjoint cohabitant ou à la personne avec laquelle il vit maritalement ou l'enfant qui, sur présentation de preuves, est considéré à charge par le ministre; est compté pour deux enfants à charge, l'enfant à charge handicapé; en outre, est considéré comme ayant un enfant à charge, le demandeur handicapé ou dont le conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement est handicapé;

9° enfant à naître : l'enfant conçu depuis au moins nonante jours à la date de la demande, la preuve en étant fournie par une attestation médicale;

10° revenus : l'ensemble des revenus imposables globalement du demandeur et de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement, ces revenus étant ceux de l'avant-dernière année qui précède celle de la demande;

Les demandeurs bénéficiant de traitements, salaires ou émoluments exempts d'impôts nationaux devront produire une attestation du débiteur des revenus mentionnant la totalité de ces traitements, salaires ou émoluments perçus, de façon à permettre la détermination de la base taxable, telle qu'elle se serait présentée si les revenus concernés avaient été soumis à l'impôt sous le régime du droit commun.

Les revenus précités sont diminués :

a) de 60 000 F pour les premier et deuxième enfants à charge ou à naître,

b) de 100 000 F à partir du 3^e enfant à charge ou à naître,

c) et de 60 000 F si le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, sont âgés l'un et l'autre de moins de 35 ans à la date de la demande.

11° immeuble contigu : immeuble présentant, sur une majeure partie de sa profondeur, un mur commun ou accolé à un autre immeuble, et construit au droit de la limite parcellaire latérale, sans égard à son statut mitoyen ou séparatif;

12° immeuble potentiellement contigu : immeuble présentant un mur extérieur dont les caractéristiques permettent de le rendre contigu à un autre immeuble à construire ultérieurement;

Art. 2. § 1er. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, le ministre peut accorder une prime aux particuliers qui, dans la région wallonne :

1° soit démolissent au ras du sol un ou plusieurs logements reconnus insalubres non améliorables par un de ses délégués, et reconstruisent ou font reconstruire un logement sur la parcelle ainsi libérée;

2° soit construisent ou font construire un logement respectant les deux critères suivants :

a) constituer tout ou partie d'un immeuble contigu ou potentiellement contigu;

b) se situer à l'intérieur d'un îlot aggloméré dont les deux tiers des immeubles au moins sont contigus ou potentiellement contigus.

3° soit acquièrent la propriété d'un logement en vertu d'une convention conclue avec une entreprise privée, quelle que soit la nature ou la qualification de cette convention, pour autant que ce logement n'ait jamais été occupé et qu'il réponde aux critères fixés au point 2 du présent paragraphe.

§ 2. Il n'est accordé qu'une prime par demandeur en application du présent arrêté.

L'alinéa premier ne s'applique pas si le bénéficiaire de la prime l'a remboursée intégralement ou s'engage à la rembourser intégralement.

§ 3. Sans préjudice de l'article 14, le montant de la prime ne peut être cumulé pour un même logement avec les avantages qui ont été accordés ou qui sont accordés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la construction de logements et à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public.

§ 4. Lorsque le demandeur a introduit des demandes pour deux logements, le montant de la prime ne peut être cumulé avec aucun des avantages qui ont été ou qui sont accordés en vertu de :

1° l'arrêté royal du 27 avril 1977 concernant l'octroi de primes pour la construction d'habitation dans la région wallonne;

2° l'arrêté royal du 27 avril 1977 concernant l'octroi de primes pour l'acquisition d'habitations appartenant au secteur public dans la région wallonne;

3° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 2 juillet 1987 concernant l'octroi de primes pour la construction et l'octroi de primes pour l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public dans la région wallonne;

4° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 décembre 1988 instaurant une prime à la construction de logements, au remplacement de logements reconnus insalubres non améliorables et à l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public;

5° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la construction d'un logement et à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public;

6° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la région wallonne dans le cas où une majoration de la prime a été octroyée en application de l'article 6, § 6 de cet arrêté;

7° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la restructuration de logements insalubres et à la création de logements à partir de bâtiments à usage non résidentiel;

8° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 novembre 1992 instaurant une prime à l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public.

L'alinéa premier ne s'applique pas si le bénéficiaire a remboursé intégralement le premier avantage obtenu ou s'engage à le rembourser intégralement.

Pour l'application du présent paragraphe, sont considérés comme deux logements distincts, un logement pour lequel une prime régie par un des arrêtés visés à l'alinéa premier avait été octroyée et qui, détruit par un incendie, est remplacé par un logement neuf, et ce logement neuf.

§ 5. La prime ne peut en outre être cumulée avec les avantages prévus par la réglementation relative aux prêts consentis par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de wallonie et par la Société régionale wallonne du Logement.

Art. 3. A la date de la demande, le demandeur doit :

A. être âgé de 18 ans au moins ou mineur émancipé;

B. souscrire les engagements suivants :

1° faire construire le logement selon les plans et cahier des charges établis conformément aux prescriptions déterminées en application de l'article 4 et approuvés par la direction provinciale compétente de l'aménagement du territoire;

2° occuper à titre principal le logement au plus tard à partir du dix-neuvième mois à dater de la notification de la décision définitive d'octroi de la prime et ce, de manière ininterrompue jusqu'à l'échéance d'un délai de dix ans prenant cours à la date de la notification précitée;

3° pendant une période ininterrompue de dix ans prenant cours à la date de la notification définitive de l'octroi de la prime :

a) respecter, si des travaux d'agrandissement ou d'aménagement sont effectués, les conditions techniques définies en application de l'article 4, en fonction de la composition du ménage au moment où ces travaux sont exécutés;

b) ne pas exercer dans le logement une activité professionnelle, sauf si un local ou des locaux ont été réservés à cet effet;

c) ne pas y installer un débit de boissons, un restaurant ou une auberge;

d) assurer le logement contre l'incendie, la foudre et les explosions, pour la totalité de sa valeur, auprès d'une compagnie d'un des Etats membres de la Communauté européenne, et acquitter régulièrement les primes de cette assurance;

e) ne pas aliéner le logement, ni le donner en location en tout ou en partie, cette obligation s'éteignant de plein droit en cas de décès du demandeur ou de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement;

f) consentir à la visite du logement par les délégués du ministre.

Il est satisfait à la condition énoncée à l'alinéa 1er, B, 2°, si à la suite d'un divorce ou d'une séparation de corps intervenant après l'introduction de la demande, le demandeur ou son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vivait maritalement occupe seul le logement.

Par dérogation à l'alinéa 1er, B, 2°, l'obligation d'occuper le logement s'éteint de plein droit en cas de décès du demandeur ou de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vivait maritalement.

Art. 4. Le logement faisant l'objet de la demande doit répondre aux conditions techniques définies par le ministre, relativement aux dimensions et superficies des logements, au type et au nombre minimum de pièces ou locaux, à leur adaptation en fonction des personnes occupant le logement, aux critères de salubrité.

Art. 5. Lorsque la demande de prime concerne une construction après démolition, le ou les logements reconnus insalubres non améliorables doivent avoir été occupés pendant six mois au moins au cours de la période de cinq années précédant la demande de prime.

Le ou les logements précités ne peuvent avoir fait l'objet de travaux de démolition entrepris avant la promesse d'octroi de la prime, ni avant l'obtention du permis de bâtir requis par l'article 41, § 1er et § 2, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine.

Toutefois, en cas d'urgence, les travaux de démolition peuvent être entrepris trente jours après la date d'introduction de la demande, à condition que le demandeur l'ait signalé à l'administration lors de l'envoi de son formulaire de demande, en y joignant un arrêté du bourgmestre reconnaissant que le ou les logements insalubres constituent une menace pour la sécurité publique.

Art. 6. § 1er. A la date de la demande de prime et au cours de la période de deux ans précédant cette date, le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement ne peuvent être ni avoir été, seuls ou ensemble, propriétaires ou usufruitiers de la totalité d'un autre logement.

Il est dérogé à cette condition lorsqu'il s'agit :

1° soit d'un logement insalubre par surpeuplement ou insalubre non améliorable et pour autant que ce logement ait été occupé par le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement pendant au moins six mois au cours des deux années précédant la date de la demande.

L'insalubrité par surpeuplement est établie par le ministre sur base d'un rapport de l'administration.

2° soit du ou des logements insalubres non améliorables à démolir sis sur le terrain devant servir d'assiette au logement à construire ou à faire construire avec le bénéfice de la prime.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1°, le logement est considéré comme insalubre non améliorable si le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement ont été reconnus admissibles au bénéfice de l'allocation de démolition instituée par l'arrêté royal du 23 février 1977, concernant l'octroi, pour la région wallonne, d'avantages à la démolition des habitations insalubres non améliorables, ou si le logement est reconnu insalubre non améliorable par le ministre sur base d'un rapport de l'administration ou par un arrêté du bourgmestre.

§ 2. La dérogation visée au § 1er, alinéa 2, 1°, est subordonnée au respect des conditions suivantes :

1° en cas de pleine propriété :

a) s'il s'agit d'un logement insalubre par surpeuplement, le demandeur et, le cas échéant, son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, doivent s'engager à le mettre en vente dès l'occupation du logement construit avec le bénéfice de la prime;

b) s'il s'agit d'un logement insalubre non améliorable, le demandeur et, le cas échéant, son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, doivent s'engager à le faire démolir ou à ne plus le destiner à l'habitation à dater de l'occupation du logement construit avec le bénéfice de la prime;

2° en cas d'usufruit, le demandeur et, le cas échéant, son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, doivent s'engager à renoncer à leur usufruit, dès l'occupation du logement construit avec le bénéfice de la prime.

Le bourgmestre constate, sans délai, l'observation ou l'inobservation des engagements prévus aux 1° et 2° et informe immédiatement le ministre de ses constatations.

Art. 7. Le montant de la prime est fixé à 200 000 FB lorsque les revenus, déterminés conformément à l'article 1er, 10°, ne dépassent pas 700 000 FB.

Lorsque les revenus dépassent 700 000 FB sans toutefois dépasser 900 000 FB, le montant de la prime déterminé en application de l'alinéa 1^{er} est diminué de la moitié du montant des revenus excédant 700 000 FB, le montant de la prime ainsi déterminé étant arrondi au millier de francs inférieur.

Quand les revenus sont supérieurs à 900 000 FB, le montant de la prime est fixé à 190 000 FB.

Art. 8. § 1^{er}. Le montant de la prime déterminé en vertu de l'article 7 est majoré de 20 % par enfant à charge.

Sur production d'un extrait d'acte de naissance, la majoration visée à l'alinéa premier est attribuée au bénéficiaire de la prime pour l'enfant né dans les trois cents jours suivant la date de la demande.

§ 2. Une majoration de 10 % du montant de la prime déterminé en vertu de l'article 7 est accordée au demandeur si lui-même et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement sont âgés l'un et l'autre de moins de 35 ans à la date de la demande.

§ 3. Le montant de la prime déterminé en vertu de l'article 7 est majoré de 100 % si, à la date de la demande, le terrain sur lequel sera érigée la nouvelle construction est situé

1° soit dans un périmètre visé à l'article 309 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

2° soit dans un territoire communal ou une partie de territoire communal visé à l'article 322/12 du même code;

3° soit dans un ensemble architectural dont les éléments ont été classés en vertu de l'article 351 du même code, ou dans les limites d'une zone de protection visée à l'article 364 de ce code;

4° soit dans un périmètre de rénovation urbaine fixé en application de la réglementation relative à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine;

5° soit dans une zone d'intervention prioritaire telle que définie par l'Exécutif.

§ 4. La prime majorée en application des §§ 1^{er} à 3 ne peut toutefois pas excéder le triple du montant déterminé en application de l'article 7.

Art. 9. § 1^{er}. Sous peine d'irrecevabilité, la demande de prime doit être introduite sous pli recommandé à la poste, le cachet de la poste faisant foi de sa date :

1° au moyen du formulaire délivré par l'administration, accompagné :

a) de l'extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur;

b) des engagements visés à l'article 3, B;

2° a) dans les douze mois de la délivrance du permis de bâtir relatif à la construction du logement pour lequel la prime est demandée, ce délai étant reconduit si, à l'échéance, les travaux n'ont pas commencé, et si le permis de bâtir a été prorogé pour une seconde période d'un an, conformément à l'article 49 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine.

b) dans les douze mois de la signature du compromis de vente en cas d'achat d'un logement qui n'a jamais été occupé.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, l'attestation visée à l'article 1^{er}, 9°, doit être jointe à la demande.

§ 3. Il est délivré au demandeur un accusé de réception de sa demande de prime dans les trente jours à compter de la date du pli recommandé visé au § 1^{er}.

Lorsque le dossier ne comporte pas tous les documents requis, le demandeur en est informé dans le même délai.

Art. 10. Une promesse d'octroi de la prime est adressée au demandeur, par le ministre ou son délégué, dans les trente jours à compter de l'envoi de la dernière pièce rendant la demande complète et recevable.

La notification, par le ministre ou son délégué, de la décision définitive d'octroi, suivie de la liquidation de la prime, interviennent moyennant production par le demandeur :

— lorsqu'il s'agit d'une construction, d'un certificat, signé par le bourgmestre de la commune concernée, attestant que les fondations et les ouvrages de gros oeuvre du logement neuf sont terminés jusque et y compris les dalles de sol du rez-de-chaussée, et, le cas échéant, que le ou les logements insalubres non améliorables ont été démolis au ras du sol;

— lorsqu'il s'agit d'une acquisition, d'une copie de l'acte authentique.

Art. 11. La demande de prime, de même que la promesse d'octroi, deviennent caduques lorsque le document visé à l'article 10 n'a pas été introduit dans les vingt-quatre mois de la date de la demande.

Le délai de validité peut toutefois être prorogé de douze mois par le ministre lorsqu'il estime que la transmission du certificat du bourgmestre ou de la copie de l'acte d'achat a été retardée pour un motif relevant d'une cause étrangère libératoire, et pour autant qu'une demande de prorogation motivée soit introduite par le demandeur, par lettre recommandée à la poste, auprès de l'administration, avant l'échéance du délai de vingt-quatre mois.

Art. 12. Le bénéficiaire d'une prime est tenu de la rembourser :

1° en cas de déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir la prime ou toute majoration de prime accordée par le présent arrêté;

2° en cas de manquement aux engagements souscrits conformément au présent arrêté.

Art. 13. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la construction d'un logement et à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991, est abrogé, pour ce qui concerne la prime à la construction et la prime octroyée en cas d'acquisition à une entreprise privée d'un logement qui n'a jamais été occupé.

Art. 14. A titre transitoire, les dispositions suivantes restent applicables aux demandes de primes introduites avant leur abrogation :

1° l'arrêté royal du 27 avril 1977 concernant l'octroi de primes pour la construction d'habitations dans la région wallonne, modifié par l'arrêté royal du 12 avril 1978 et par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983;

2° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 décembre 1988 instaurant une prime à la construction de logements, au remplacement de logements reconnus insalubres non améliorables et à l'acquisition de logement appartenant à des personnes de droit public, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 novembre 1989;

3° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la construction d'un logement et à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Art. 16. Le Ministre ayant le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 novembre 1992.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

D. 92 — 3201

[C — 27577]

19. NOVEMBER 1992. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Einführung einer Prämie für den Wiederaufbau einer als gesundheitsschädlich und nicht verbesserungsfähig anerkannten Wohnung, den Bau einer Wohnung, die eine Lücke füllt, oder den Erwerb einer noch nie benutzten Wohnung, die einem Privatunternehmen gehört

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 48, 49 und 50 und des Artikels 76, darin eingefügt durch das Gesetz vom 19. Juli 1976;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 14. September 1992;

In der Erwägung, daß das Gutachten des Staatsrates im Dringlichkeitsverfahren eingeholt werden sollte, da vorliegender Erlaß so schnell wie möglich veröffentlicht werden muß, damit er am 1. Januar 1993 in Kraft treten kann und somit mit dem jährlichen Charakter der Haushaltsbestimmungen übereinstimmt;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° « Minister » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört,

2° « Verwaltung » : direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement (die Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens) des Ministeriums der Wallonischen Region

3° « Beauftragte des Ministers » : die innerhalb der Verwaltung vom Minister bestellten Personen, die mit der Überprüfung der Erfüllung der durch vorliegenden Erlaß auferlegten Verpflichtungen beauftragt sind,

4° « Wohnung » : das Haus oder das Appartement, das in erster Linie der Unterbringung und dem Zusammenleben einer Familie dient,

5° « nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnung » : die Wohnung, die in bautechnischer Hinsicht sehr ernste gesundheitsschädliche Faktoren aufweist, wie :

a) allgemeine Dauerfeuchtigkeit (aufsteigende Feuchtigkeit, Infiltrationen, Kondenswasserbildung)

b) starke Labilität des Baus (verstärkte Schräglage, tiefe Mauerrisse, Kriechen, Senkungen, ...)

c) Anhäufung von Mängeln, die mindestens den totalen Abbruch und den Wiederaufbau des Daches und der internen Struktur der Wohnung erfordern,

6° « Antragsteller » : die natürliche Person bzw. die natürlichen Personen, die die durch vorliegenden Erlaß eingeführte Prämie beantragen, um das Eigentums-, Miteigentums- oder Baurecht auf eine Wohnung zu erwerben,

7° « Behinderter » :

a) entweder die Person, die an einem mindestens 66 %igen Mangel an geistigen oder körperlichen Fähigkeiten oder an einer mindestens 66 %igen Verminderung dieser Fähigkeiten leidet,

b) oder die Person, deren Erwerbsfähigkeit auf ein Drittel von dem, was eine gesunde Person auf dem allgemeinen Arbeitsmarkt verdienen kann, oder auf weniger als das beschränkt ist, in Anwendung des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenzulagen,

c) oder die Person, deren fehlende Selbständigkeit mindestens neun Punkte beträgt, in Anwendung desselben Gesetzes,

8° « unterhaltsberechtigtes Kind » : das Kind, für das der Antragsteller, sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person am Tag der Antragstellung Kinderzulagen oder Waisengeld bezieht, oder das Kind, das auf Vorlage von Belegen vom Minister als unterhaltsberechtigtes betrachtet wird; das behinderte unterhaltsberechtigtes Kind zählt für zwei unterhaltsberechtigtes Kinder; ferner wird dem Antragsteller ein unterhaltsberechtigtes Kind angerechnet, wenn er behindert ist oder wenn der mit ihm lebende Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person behindert ist.

9° « künftiges Kind » : das Kind, das am Tag der Antragstellung seit mindestens 90 Tagen erwartet wird; der Beweis hierfür wird durch ein ärztliches Attest beigebracht;

10° « Einkommen » : das insgesamt steuerpflichtige Einkommen des Antragstellers, seines mit ihm lebenden Ehepartners bzw. der mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebenden Person, wobei dieses Einkommen das Einkommen des vorletzten Jahres vor demjenigen der Antragstellung ist;

Die Antragsteller, die Gehälter, Löhne oder Nebeneinkünfte beziehen, die auf nationaler Ebene steuerfrei sind, müssen eine Bescheinigung des Lohnschuldners beibringen, in der all diese bezogenen Gehälter, Löhne bzw. Nebeneinkünfte angegeben sind, so daß die Grundlage ermittelt werden kann, die besteuert worden wäre, wenn diese Einkünfte nach dem gemeinrechtlichen System steuerlich erfaßt worden wären.

Das vorerwähnte Einkommen wird verringert :

a) um 60 000 BF für das erste und zweite unterhaltsberechtigtes bzw. künftige Kind

b) um 100 000 BF ab dem dritten unterhaltsberechtigten bzw. künftigen Kind

c) und um 60 000 BF, wenn der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person am Tag der Antragstellung beide das 35. Lebensjahr nicht erreicht haben,

11° « Gebäude, das an ein anderes Gebäude angrenzt, » : das Gebäude, das auf dem größten Teil seiner Tiefe eine gemeinsame Mauer mit einem anderen Gebäude bzw. eine an ein anderes Gebäude angebaute Mauer aufweist, die ungeachtet ihres gemeinschaftlichen oder trennenden Charakters auf der Geraden der seitlichen Grenze der Parzelle gebaut ist,

12° « Gebäude, das an ein anderes Gebäude angrenzen kann, » : das Gebäude mit einer Außenmauer, die so beschaffen ist, daß nachträglich ein anderes Gebäude daran angebaut werden kann.

Art. 2. § 1. Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel kann der Minister unter den durch vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen Privatpersonen eine Prämie gewähren, wenn sie in der wallonischen Region :

1° entweder eine oder mehrere von einem seiner Beauftragten als gesundheitsschädlich und nicht verbesserungsfähig anerkannte Wohnungen bis zum Boden-abreißen oder eine Wohnung auf die somit befreite Parzelle errichten bzw. errichten lassen

2° oder eine Wohnung bauen bzw. bauen lassen, die folgenden Kriterien entspricht :

a) ganz oder teilweise an ein anderes Gebäude angrenzt oder daran angrenzen kann

b) innerhalb eines dichten Häuserblocks liegt, von dem mindestens zwei Drittel der Gebäude an ein anderes angrenzen bzw. daran angrenzen können,

3° oder aufgrund einer mit einem Privatunternehmen abgeschlossenen Vertrags das Eigentumsrecht an einer Wohnung erwerben, ungeachtet der Art und des Inhalts dieses Vertrags, sofern diese Wohnung nie benutzt worden ist und den in Nr. 2 dieses Paragraphen bestimmten Kriterien entspricht.

§ 2. Es wird nur eine Prämie pro Antragsteller in Anwendung dieses Erlasses gewährt.

Absatz 1 kommt nicht zur Anwendung, wenn der Empfänger der Prämie sie ganz zurückgezahlt hat oder sich verpflichtet, sie ganz zurückzuzahlen.

§ 3. Unbeschadet von Artikel 14 darf der Betrag der Prämie für dieselbe Wohnung nicht zusammen mit den Vorteilen bezogen werden, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer Wohnung und den Erwerb einer Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnung gewährt worden sind bzw. gewährt werden.

§ 4. Wenn der Antragsteller Anträge für zwei Wohnungen eingereicht hat, darf der Betrag der Prämie mit keinem der Vorteile bezogen werden, die gewährt worden sind bzw. gewährt werden aufgrund :

1° des Königlichen Erlasses vom 27. April 1977 über die Gewährung von Wohnungsbauprämien in der Wallonischen Region

2° des Königlichen Erlasses vom 27. April 1977 über die Gewährung von Prämien für den Erwerb von Wohnungen des öffentlichen Sektors in der wallonischen Region

3° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 2. Juli 1987 über die Gewährung von Prämien für den Bau und die Gewährung von Prämien für den Erwerb von Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen in der Wallonischen Region

4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Dezember 1988 zur Einführung einer Prämie für den Bau von Wohnungen als Ersatz von Wohnungen, die als gesundheitsschädlich und nicht sanierbar anerkannt sind, und für den Erwerb von Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen

5° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer Wohnung und für den Erwerb einer Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnung

6° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen, wenn ein Prämienzusatz in Anwendung von Artikel 6 § 6 dieses Erlasses gewährt worden ist,

7° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Umgestaltung von gesundheitsschädlichen Wohnungen und für die Errichtung von Wohnungen aus Gebäuden, die nicht zu Wohnzwecken dienen,

8° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. November 1992 zur Einführung einer Prämie für den Erwerb von Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen.

Absatz 1 kommt nicht zur Anwendung, wenn der Empfänger den ersten Vorteil, den er erhalten hat, ganz zurückgezahlt hat oder sich verpflichtet, ihn ganz zurückzuzahlen.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen geht man davon aus, daß eine Wohnung, für die eine durch einen der im ersten Absatz erwähnten Erlasse geregelte Prämie gewährt worden ist und die nach Zerstörung durch Brand vollständig durch eine neue Wohnung ersetzt worden ist, und diese neue Wohnung zwei getrennte Wohnungen darstellen.

§ 5. Die Prämie darf ferner nicht mit den Vorteilen bezogen werden, die durch die Regelung in bezug auf die vom Fonds der Kinderreichen Familien Walloniens und von der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien bewilligten Darlehen vorgesehen sind.

Art. 3. Am Tag der Antragstellung muß der Antragsteller :

A. mindestens 18 Jahre alt sein oder für mündig erklärter Minderjähriger sein;

B. folgende Verpflichtungen eingehen :

1° die Wohnung nach den Plänen und dem Lastenheft errichten lassen, die gemäß den in Anwendung von Artikel 4 vorgeschriebenen Bestimmungen erstellt und von der zuständigen Provinzialdirektion für Raumordnung genehmigt worden sind,

2° die Wohnung spätestens ab dem neunzehnten Monat nach der Zustellung des endgültigen Beschlusses über die Gewährung der Prämie als Hauptwohnsitz benutzen, und zwar ununterbrochen bis zum Ablauf einer Frist von zehn Jahren, die ab dem Tag der vorerwähnten Zustellung läuft,

3° während eines ununterbrochenen Zeitraums von zehn Jahren ab dem Datum des endgültigen Bescheids über die Gewährung der Prämie :

a) wenn Erweiterungs- bzw. Ausbauarbeiten verrichtet werden, die in Anwendung von Artikel 4 bestimmten technischen Anforderungen je nach der Zusammensetzung des Haushalts zum Zeitpunkt, wo sie ausgeführt werden, beachten

b) keine Berufstätigkeit in der Wohnung ausüben, außer wenn ein Raum für diesen Zweck bestimmt worden ist,

c) weder einen Ausschank noch ein Restaurant noch ein Gasthaus dort einrichten

d) die Wohnung für ihren Gesamtwert bei einer Versicherungsgesellschaft einer der Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft gegen Brand-, Blitz- und Explosionsschäden versichern und die Prämien dieser Versicherung regelmäßig begleichen

e) die Wohnung weder veräußern noch ganz oder teilweise vermieten, wobei diese Verpflichtung mit dem Tode des Antragstellers oder seines mit ihm lebenden Ehepartners bzw. der Person, die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt, von Rechts wegen endet,

f) die Wohnung von den Beauftragten des Ministers besichtigen lassen.

Die in Absatz 1 Lit. B Nr. 2 aufgeführte Bedingung ist erfüllt, wenn der Antragsteller oder sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person nach der Einreichung des Antrags die Wohnung infolge einer Scheidung bzw. nach einer Trennung von Tisch und Bett alleine bewohnt.

In Abweichung von Absatz 1 Lit. B Nr. 2 endet die Bewohnungspflicht von Rechts wegen mit dem Tod des Antragstellers oder seines mit ihm lebenden Ehepartners bzw. der Person, die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt.

Art. 4. Die Wohnung, die den Gegenstand des Antrags bildet, muß den vom Minister bestimmten technischen Anforderungen in bezug auf die Größe und die Fläche der Wohnungen, die Art und die Mindestzahl der Zimmer bzw. Räume, ihre Anpassung je nach den Personen, die die Wohnung benutzen, und in bezug auf die Kriterien für die gesundheitliche Zuträglichkeit entsprechen.

Art. 5. Wenn der Prämienantrag einen Bau nach einem Abbruch betrifft, muß bzw. müssen die als gesundheitsschädlich und nicht verbesserungsfähig anerkannte(n) Wohnung(en) mindestens sechs Monate im Laufe des fünfjährigen Zeitraums vor der Beantragung der Prämie bewohnt worden sein.

Die vorerwähnte(n) Wohnung(en) darf (dürfen) weder vor der Zusage der Bewilligung der Prämie noch vor Erlangung der aufgrund von Artikel 41, § 1 und § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erforderlichen Baugenehmigung abgerissen worden sein.

In einem Notfall können die Abbrucharbeiten jedoch dreißig Tage nach dem Tag der Einreichung des Antrags vorgenommen werden, sofern der Antragsteller dies der Verwaltung beim Versand seines Antragsformulars mit einem Beschluß des Bürgermeisters gemeldet hat, in dem bestätigt wird, daß die gesundheitsschädliche(n) Wohnung(en) die öffentliche Sicherheit gefährdet (gefährden).

Art. 6. § 1. Am Tag der Beantragung der Prämie und während zwei Jahren vor diesem Tag dürfen der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person weder allein noch gemeinsam Eigentümer oder Nießbraucher der Gesamtheit einer anderen Wohnung sein bzw. gewesen sein.

Von dieser Bedingung wird abgewichen, wenn es sich um folgendes handelt :

1° entweder eine wegen Überbelegung gesundheitsschädliche Wohnung oder eine nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnung, sofern diese Wohnung mindestens sechs Monate im Laufe der zwei Jahre vor der Antragstellung von dem Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person bewohnt worden ist.

Die Gesundheitsschädlichkeit wegen Überbelegung wird aufgrund eines Berichts der Verwaltung vom Minister festgestellt.

2° oder eine oder mehrere abzureißende nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnungen, die auf dem Grundstück gelegen sind, das der Wohnung, die der Antragsteller mit der Prämie bauen soll bzw. bauen lassen soll, als Grundlage dienen soll.

Für die Anwendung von Absatz 2 Nr. 1 wird die Wohnung als gesundheitsschädlich und nicht verbesserungsfähig betrachtet, wenn dem Antragsteller und seinem mit ihm lebenden Ehepartner bzw. der mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebenden Person das Anrecht auf die Abbruchbeihilfe zuerkannt worden ist, die durch den Königlichen Erlaß vom 23. Februar 1977 über die Gewährung, für die Wallonische Region, von Vorteilen für den Abbruch von nicht verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen eingeführt worden ist, oder wenn die Wohnung aufgrund eines Berichts der Verwaltung vom Minister oder durch einen Beschluß des Bürgermeisters als gesundheitsschädlich und nicht verbesserungsfähig anerkannt worden ist.

§ 2. Für die in § 1 Absatz 2 Nr. 1 erwähnte Abweichung müssen folgende Bedingungen erfüllt werden :

1° im Falle eines Alleineigentums :

a) wenn es sich um eine wegen Überbelegung gesundheitsschädliche Wohnung handelt, müssen der Antragsteller und gegebenenfalls sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, sie zu verkaufen, sobald die mit der Prämie gebaute Wohnung bezogen wird,

b) wenn es sich um eine nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnung handelt, müssen der Antragsteller und gegebenenfalls sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, sie abreißen zu lassen oder nicht mehr für Wohnzwecke zu bestimmen, sobald die mit der Prämie gebaute Wohnung bezogen wird.

2° im Falle eines Nießbrauchs müssen der Antragsteller und gegebenenfalls sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, auf den Nießbrauch zu verzichten, sobald die mit der Prämie gebaute Wohnung bezogen wird.

Der Bürgermeister stellt die Beachtung oder die Nichtbeachtung der in den Nummern 1 und 2 vorgesehenen Verpflichtungen sofort fest und informiert den Minister unverzüglich über seine Befunde.

Art. 7. Der Betrag der Prämie beläuft sich auf 200 000 BF, wenn das gemäß Artikel 1 Nr. 10 ermittelte Einkommen 700 000 BF nicht überschreitet.

Wenn das Einkommen 700 000 BF überschreitet, jedoch nicht über 900 000 BF liegt, wird der in Anwendung von Absatz 1 bestimmte Betrag der Prämie um die Hälfte des Betrags des Einkommens verringert, der 700 000 BF überschreitet, wobei der auf diese Weise ermittelte Betrag auf volle tausend Franken nach unten abgerundet wird.

Wenn das Einkommen über 900 000 BF liegt, beläuft sich der Betrag der Prämie auf 100 000 BF.

Art. 8. § 1. Der gemäß Artikel 7 bestimmte Betrag der Prämie wird um 20 % pro unterhaltsberechtigtes Kind erhöht.

Bei Vorlage eines Auszugs aus der Geburtsurkunde wird der im vorangehenden Absatz erwähnte Zusatz dem Empfänger der Prämie für das Kind gewährt, das innerhalb dreihundert Tagen nach demjenigen der Antragstellung geboren ist.

§ 2. Ein Zusatz von 10 % des gemäß Artikel 7 bestimmten Betrags der Prämie wird dem Antragsteller gewährt, wenn er selbst und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person am Tag der Antragstellung beide das 35. Lebensjahr nicht erreicht haben.

§ 3. Der aufgrund von Artikel 7 bestimmte Betrag der Prämie wird um 100 % erhöht, wenn das Grundstück, auf dem der Neubau errichtet werden soll, am Tag der Antragstellung :

1° entweder innerhalb einer Abgrenzung im Sinne von Artikel 309 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

2° oder innerhalb eines Gemeindegebietes oder eines Teils eines Gemeindegebietes im Sinne von Artikel 322/12 dieses Gesetzbuches;

3° oder in einem architektonischen Komplex, dessen Elemente aufgrund von Artikel 351 dieses Gesetzbuches unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz gestellt sind, oder innerhalb der Grenzen eines Schutzbereichs im Sinne von Artikel 364 dieses Gesetzbuches;

4° oder innerhalb eines Stadterneuerungsbereichs, wie er in Anwendung der Regelung über die Gewährung, durch die Region, von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen festgelegt ist;

5° oder in einem Einsatzbereich mit Dringlichkeitsstufe eins, wie er von der Exekutive definiert worden ist, liegt.

§ 4. Die in Anwendung der §§ 1 bis 3 erhöhte Prämie darf jedoch das Dreifache des in Anwendung von Artikel 7 bestimmten Betrags nicht überschreiten.

Art. 9. § 1. Bei Strafe der Unzulässigkeit muß der Prämienantrag per Einschreiben gestellt werden, wobei das Datum des Poststempels als Tag der Antragstellung gilt :

1° anhand des von der Verwaltung ausgestellten Formulars, dem folgendes beigefügt wird :

a) der Auszug aus dem Bevölkerungsregister, aus dem die Zusammensetzung des Haushalts des Antragstellers hervorgeht;

b) die in Artikel 3 Lit. B erwähnten Verpflichtungen;

2° a) binnen zwölf Monaten nach der Ausstellung der Baugenehmigung in bezug auf die Wohnung, für die die Prämie beantragt wird, wobei diese Frist verlängert wird, wenn bei ihrem Ablauf die Arbeiten noch nicht in Angriff genommen worden sind und wenn die Baugenehmigung gemäß Artikel 49 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe um ein weiteres Jahr verlängert worden ist;

b) binnen zwölf Monaten nach der Unterzeichnung der Verkaufszusage, falls eine noch nie benutzte Wohnung erworben wird.

§ 2. Dem Antrag muß das in Artikel 1 Nr. 9 erwähnte Attest beigefügt werden, andernfalls ist er unzulässig.

§ 3. Dem Antragsteller wird eine Empfangsbestätigung über seinen Prämienantrag binnen dreißig Tagen nach dem Datum des in § 1 erwähnten Einschreibens ausgestellt.

Wenn die Akte nicht alle erforderlichen Dokumente enthält, wird der Antragsteller innerhalb der gleichen Frist darüber informiert.

Art. 10. Der Minister oder sein Beauftragter schickt dem Antragsteller eine Zusage der Prämienbewilligung binnen dreißig Tagen nach dem Versand des letzten Dokumentes, mit dem der Antrag vollständig und zulässig wird.

Die vom Minister oder von dessen Beauftragten vorgenommene Zustellung des endgültigen Beschlusses über die Bewilligung der Prämie und anschließend die Auszahlung der Prämie erfolgen, wenn der Antragsteller folgendes vorlegt :

— wenn es sich um einen Bau handelt : eine vom Bürgermeister der betreffenden Gemeinde unterzeichnete Bescheinigung, in der bestätigt wird, daß das Fundament und der Rohbaubis zu den Bodenplatten des Erdgeschosses einschließlich beendet sind und gegebenenfalls daß die nicht verbesserungsfähige(n) gesundheitsschädliche(n) Wohnung(en) bis zum Boden abgerissen worden ist (sind);

— wenn es sich um einen Erwerb handelt : eine Kopie der öffentlichen Urkunde.

Art. 11. Der Prämienantrag sowie die Zusage der Prämienbewilligung werden hinfällig, wenn das in Artikel 10 erwähnte Dokument nicht binnen vierundzwanzig Monaten nach dem Tag der Antragstellung eingereicht worden ist.

Der Minister kann die Gültigkeitsfrist jedoch um zwölf Monate verlängern, wenn er der Ansicht ist, die Übermittlung der Bescheinigung des Bürgermeisters oder der Kopie des Kaufvertrags sei aus einem fremden befreienden Grund verzögert worden, und sofern der Antragsteller vor Ablauf der Frist von vierundzwanzig Monaten einen mit Gründen versehenen Verlängerungsantrag bei der Verwaltung per Einschreiben einreicht.

Art. 12. Der Empfänger einer Prämie muß diese zurückzahlen :

1° wenn er eine falsche oder unvollständige Erklärung abgegeben hat, um die Prämie oder jeglichen Prämienzusatz, die durch vorliegenden Erlaß gewährt werden, zu erhalten,

2° wenn er den gemäß dem vorliegenden Erlaß eingegangenen Verpflichtungen nicht nachgekommen ist.

Art. 13. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer Wohnung und für den Erwerb einer Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnung, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, wird in bezug auf die Bauprämie und die Prämie, die beim Erwerb einer noch nie benutzten und einem Privatunternehmen gehörenden gewährt wird, aufgehoben.

Art. 14. Folgende Bestimmungen gelten vorübergehend weiterhin für die Prämienanträge, die vor ihrer Aufhebung eingereicht worden sind :

1° der Königliche Erlaß vom 27. April 1977 über die Gewährung von Wohnungsbauprämien in der Wallonischen Region, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 12. April 1978 und durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983;

2° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Dezember 1988 zur Einführung einer Prämie für den Bau von Wohnungen als Ersatz von Wohnungen, die als gesundheitsschädlich und nicht sanierbar anerkannt sind, und für den Erwerb von Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. November 1989;

3° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer Wohnung und für den Erwerb einer Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnung, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991.

Art. 15. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1993 in Kraft.

Art. 16. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen genört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. November 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEALS

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

VERTALING

N. 92 — 3201

[C — 27577]

19 NOVEMBER 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot instelling van een premie voor de wederopbouw van een als onverbeterbaar ongezond erkende woning, de bouw van een aanvullende woning of de aankoop van een aan een privé-onderneming toebehorende nog nooit bewoonde woning

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 48, 49 en 50 alsook op het bij de wet van 19 juli 1976 ingevoegd artikel 76;

Gelet op het op 14 september 1992 gegeven akkoord van de Minister van Begroting;

Overwegende dat het geboden is de Raad van State volgens de spoedprocedure te raadplegen gelet op de noodzaak dit besluit zo vlug mogelijk bekend te maken opdat het op 1 januari 1993 in werking kan treden en aldus aan het jaarlijkse karakter van de begrotingsbepalingen kan beantwoorden;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden Huisvesting behoort;

2° bestuur : de « Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement » (Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° afgevaardigden van de Minister : de binnen het bestuur door de Minister aangewezen personen die moeten nagaan of de door dit besluit opgelegde verplichtingen worden nageleefd;

4° woning : het hoofdzakelijk voor huisvesting en huishouding bestemde huis of appartement;

5° onverbeterbare ongezonde woning : woning met zeer ernstige ongezondheidsorzaken op fysisch gebied zoals :

a) een veralgemeende permanente vochtigheid (opgaande vochtigheid, infiltraties, condensatie);

b) een uitgesproken onstabielheid van het gebouw (duidelijke verkantingen, diepe barsten, kruipen, verzakkingen,...);

c) een accumulatie van gebreken die op z'n minst de totale sloping en de wederopbouw van het dak en van de binnenstructuur van de woning vereisen;

6° aanvrager : de natuurlijke persoon (personen) die de bij dit besluit vastgestelde premie aanvraagt (aanvragen) ten einde het eigendomsrecht, het medeëigendomsrecht of het recht van opstal op een woning te verkrijgen;

7° gehandicapte :

a) hetzij de persoon die door ten minste 66 % ontoereikendheid of vermindering van haar lichamelijke of geestelijke geschiktheid getroffen is;

b) hetzij de persoon van wie het verdienvermogen krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten beperkt is tot één derde of minder van wat een valide persoon in staat is te verdienen door een beroep op de algemene arbeidsmarkt uit te oefenen;

c) hetzij de persoon van wie het gebrek aan zelfredzaamheid krachtens dezelfde wet op ten minste 9 punten is vastgesteld;

8° kind ten laste : het kind waarvoor, op de datum van de aanvraag, een kinder- of wezenbijslag wordt toegekend aan de aanvrager, aan zijn samenwonende echtgenote of aan de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, of het kind dat, op vertoon van bewijsstukken, door de minister als ten lastezijnde wordt beschouwd;

Het gehandicapte kind ten laste wordt als twee kinderen ten laste beschouwd.

Bovendien wordt beschouwd als hebbende een kind ten laste, de gehandicapte aanvrager of de aanvrager wiens samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, gehandicapt is;

9° ongeboren kind : het op de datum van de aanvraag sinds ten minste negentig dagen verwekte kind, waarbij een medisch attest als bewijsstuk geldt;

10° inkomsten : het geheel van de globaal belastbare inkomsten van de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of van de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, met betrekking tot het voorlaatste jaar dat aan het jaar van de aanvraag voorafgaat.

De aanvragers die wedden, lonen of emolumenten ontvangen die vrij zijn van rijksbelastingen, zullen een attest van de schuldenaar van de inkomsten moeten voorleggen met vermelding van het totale bedrag van de ontvangen wedden, lonen of emolumenten om de grondslag van de belasting te kunnen vaststellen, zoals dat het geval is wanneer voornoemde inkomsten onder het stelsel van het gemene recht aan de belasting onderworpen zijn.

Vornoemde inkomsten worden verminderd met :

— 60 000 F voor het eerste en het tweede kind ten laste of ongeboren;

— 100 000 F vanaf het derde kind ten laste of ongeboren;

— en 60 000 F indien de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, jonger zijn dan 35 jaar op het ogenblik van de aanvraag;

11° belendend gebouw : gebouw dat over het grootste deel van zijn diepte met een ander gebouw een gemeenschappelijke muur deelt of een muur die tegen een ander gebouw is aangebouwd en opgericht volgens het recht van laterale kadastrale beperking, ongeacht zijn statuut van gemeenschappelijk of scheidingsgebouw;

12° mogelijk belendend gebouw : gebouw met een buitenmuur waarvan de eigenschappen het mogelijk maken het aan een ander later op te richten gebouw te laten palen.

Art. 2. § 1. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten en onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden kan de minister een premie toekennen aan de particulieren die in het Waalse Gewest :

1° hetzij één of meerdere door één van zijn afgevaardigden als ongezond onverbeterbaar erkende woningen met de grond gelijk maken en een nieuwe woning optrekken of laten optrekken op het aldus vrijgemaakte perceel;

2° hetzij een woning bouwen of laten bouwen die aan volgende criteria voldoet :

a) het geheel of een deel vormen van een belendend of mogelijk belendend gebouw;
 b) zich binnen een blok bewoonde huizen bevinden waarvan ten minste twee derden van de gebouwen belendend of mogelijk belendend zijn.

3° hetzij de eigendom van een woning verkrijgen krachtens een met een privéonderneming gesloten overeenkomst, ongeacht de aard of de kwalificatie van deze overeenkomst, voor zover deze woning nooit bewoond werd en aan de in punt 2 van deze paragraaf vastgestelde criteria beantwoordt.

§ 2. Krachtens dit besluit wordt slechts één premie per aanvrager toegekend.

Het eerste lid is niet van toepassing indien de begunstigde de premie integraal terugbetaald heeft of zich ertoe verplicht ze integraal terug te betalen.

§ 3. Onverminderd artikel 14 mag het bedrag van de premie voor dezelfde woning niet gecumuleerd worden met de voordelen die toegekend werden of worden krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een bouwpremie voor het oprichten van een woning en van een premie voor het aankopen van een woning toebehorende aan publiekrechtelijke personen.

§ 4. Wanneer de aanvrager een aanvraag voor twee woningen heeft ingediend, mag het bedrag van de premie niet gecumuleerd worden met de voordelen die toegekend werden of worden krachtens :

1° het koninklijk besluit van 27 april 1977 betreffende de toekenning van bouwpremies voor het oprichten van woningen in het waalse gewest;

2° het koninklijk besluit van 27 april 1977 betreffende de toekenning van premies voor het kopen van aan de overheidssector behorende woningen in het waalse gewest;

3° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 2 juli 1987 tot toekenning van bouwpremies en van premies voor de aankoop van woningen toebehorende aan publiekrechtelijke personen in het waalse gewest;

4° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 december 1988 tot instelling van een premie voor de bouw van woningen, voor de vervanging van woningen erkend als onverbeterbare ongezonde woningen en voor de aankoop van woningen toebehorende aan publiekrechtelijke personen;

5° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een bouwpremie voor het oprichten van een woning en van een premie voor het aankopen van een woning toebehorende aan publiekrechtelijke personen;

6° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een premie voor de rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest, wanneer een premieverhoging overeenkomstig artikel 6, § 6, van dit besluit werd toegekend;

7° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een premie voor de herstructurering van ongezonde woningen en tot oprichting van woningen vanaf gebouwen die niet bestemd zijn voor bewoning;

8° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 november 1992 tot instelling van een premie voor het aankopen van aan publiekrechtelijke personen toebehorende woningen.

Het eerste lid is niet van toepassing indien de begunstigde het eerste verkregen voordeel integraal heeft terugbetaald of zich ertoe verplicht het integraal terug te betalen.

Voor de toepassing van deze paragraaf worden als twee aparte woningen beschouwd de woning waarvoor een bij één van de in het eerste lid bedoelde besluiten geregelde premie werd toegekend en die, na vernietiging door brand, vervangen wordt door een nieuwe woning, en deze nieuwe woning.

§ 5. De premie mag bovendien niet worden gecumuleerd met de voordelen bedoeld in de reglementering betreffende de door het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) en de « Société régionale wallonne du Logement » (Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting) toegekende leningen.

Art. 3. Op de datum van de aanvraag moet de aanvrager :

A. ten minste 18 jaar oud of ontvoogde minderjarige zijn;

B. volgende verbintenissen aangaan :

1° de woning laten bouwen op grond van de plannen en het bestek opgesteld volgens de overeenkomstig artikel 4 bepaalde voorschriften en goedgekeurd door de bevoegde provinciale Directie Ruimtelijke Ordening;

2° de woning als hoofdverblijfplaats bezetten uiterlijk met ingang van de negentiende maand na de mededeling van de definitieve beslissing tot toekenning van de premie en zulks onafgebroken tot het verstrijken van een termijn van tien jaar te rekenen vanaf de datum van voornoemde mededeling;

3° tijdens een onafgebroken periode van tien jaar te rekenen vanaf de datum van de definitieve mededeling van de toekenning van de premie :

a) indien uitbreidings- of inrichtingswerken uitgevoerd worden, voldoen aan de overeenkomstig artikel 4 bepaalde technische voorwaarden, al naar gelang de samenstelling van het gezin op het ogenblik van de uitvoering van de werken;

b) geen beroep in de woning uitoefenen, behalve indien daarvoor een lokaal (lokalen) bestemd is (zijn);

c) er geen drankgelegenheden, restaurant of herberg in inrichten;

d) de woning ten belope van haar totale waarde bij een verzekeringsmaatschappij van één van de lidstaten van de Europese Gemeenschap tegen brand, bliksem en ontploffingen verzekeren en de verzekeringspremies regelmatig betalen;

e) de woning niet afstaan, noch geheel of gedeeltelijk verhuren, waarbij die verplichting van rechtswege tenietgaat in geval van overlijden van de aanvrager of van zijn samenwonende echtgenote of van de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft;

f) de bezichtiging van de woning toestaan aan de afgevaardigden van de minister;

Er wordt voldaan aan de in het eerste lid, B, 2°, bedoelde voorwaarde wanneer de aanvrager of zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleefde, de woning alleen bezet ten gevolge van een echtscheiding of van een scheiding van tafel en bed die na het indienen van de aanvraag plaatsvindt.

In afwijking van het eerste lid, B, 2°, gaat de verplichting de woning te bezetten van rechtswege teniet in geval van overlijden van de aanvrager of van zijn samenwonende echtgenote of van de persoon met wie hij ongehuwd samenleefde.

Art. 4. De woning die het voorwerp is van de aanvraag moet voldoen aan de door de minister bepaalde technische voorwaarden betreffende de afmetingen en de oppervlakten van de woningen, het type en het minimum aantal kamers of lokalen alsook hun aanpassing al naar gelang de personen die de woning bezetten, en de gezondheidscriteria.

Art. 5. Wanneer de premieaanvraag een bouw na slooping betreft, moet(en) de als onverbeterbaar ongezond erkende woning(en) gedurende ten minste zes maanden bezet zijn geweest in de loop van de aan de premieaanvraag voorafgaande periode van vijf jaar.

Voorvoemde woning(en) mag (mogen) niet het voorwerp zijn geweest van sloopingswerken ondernomen voor de belofte tot toekenning van de premie noch vóór het verkrijgen van de bouwvergunning vereist in artikel 41, §§ 1 en 2, van het « Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine » (Waal Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium).

In spoedgevallen mogen de sloopingswerken evenwel dertig dagen na de indieningsdatum van de aanvraag ondernomen worden, op voorwaarde dat de aanvrager het bij het verzenden van zijn aanvraagformulier aan het bestuur meedeelt door een besluit van de burgemeester bij te voegen waarin is vastgesteld dat de ongezonde woning(en) een bedreiging vormt (vormen) voor de openbare veiligheid.

Art. 6. § 1. De aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, mogen op de datum van de premieaanvraag en tijdens een aan deze datum voorafgaande periode van twee jaar, alleen of gezamenlijk geen eigenaar of vruchtgebruiker zijn of geweest zijn van het geheel van een andere woning.

Van deze voorwaarde wordt afgeweken wanneer het gaat :

1° hetzij om een uit hoofde van overbevolking ongezonde woning of om een onverbeterbare ongezonde woning en voor zover deze woning tijdens een periode van ten minste zes maanden gedurende de laatste twee jaren vóór de aanvraagdatum bezet werd door de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft.

De ongezondheid uit hoofde van overbevolking wordt door de minister vastgesteld op basis van een verslag van het bestuur.

2° hetzij om de te slopen onverbeterbare ongezonde woning(en) gelegen op het terrein dat als grondslag moet dienen voor de met het bedrag van de premie te bouwen of te laten bouwen woning.

Voor de toepassing van het tweede lid, 1° wordt de woning als onverbeterbaar ongezond beschouwd indien de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, in aanmerking komen voor de toekenning van de sloopingstoelage ingesteld bij het koninklijk besluit van 23 februari 1977 betreffende de verlening aan het Waalse Gewest van voordelen voor de slooping van onverbeterbare ongezonde woningen, of indien de woning als zodanig wordt beschouwd door de minister op basis van een verslag van het bestuur of bij besluit van de burgemeester.

§ 2. De in § 1, tweede lid, 1° bedoelde afwijking is onderworpen aan de naleving van volgende voorwaarden :

1° in geval van volle eigendom :

a) indien het gaat om een uit hoofde van overbevolking ongezonde woning, moeten de aanvrager en, in voorkomend geval, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, zich ertoe verbinden deze woning te koop te bieden zodra de met de premie gebouwde woning bezet is;

b) indien het gaat om een onverbeterbare ongezonde woning, moeten de aanvrager en, in voorkomend geval, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, zich ertoe verbinden deze woning te laten slopen of ze niet langer voor bewoning te bestemmen zodra de met de premie gebouwde woning bezet is;

2° in geval van vruchtgebruik moeten de aanvrager en, in voorkomend geval, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft zich ertoe verbinden van hun vruchtgebruik af te zien zodra de met de premie gebouwde woning bezet is.

De burgemeester stelt onverwijld vast of de onder 1° en 2° bedoelde verbintenissen al dan niet nagekomen worden en deelt zijn bevindingen onmiddellijk mee aan de minister.

Art. 7. Het bedrag van de premie wordt vastgesteld op 200 000 BF wanneer de overeenkomstig artikel 1, 10° bepaalde inkomsten niet meer dan 700 000 BF bedragen.

Wanneer de inkomsten groter zijn dan 700 000 BF zonder evenwel 900 000 BF te overschrijden, wordt het overeenkomstig het eerste lid vastgestelde bedrag van de premie verminderd met de helft van het bedrag van de inkomsten dat 700 000 BF overschrijdt, waarbij het aldus vastgestelde bedrag van de premie op een duizend frank naar beneden wordt afgerond.

Wanneer de inkomsten groter zijn dan 900 000 BF, wordt het bedrag van de premie op 100 000 F vastgesteld.

Art. 8. § 1. Het bedrag van de krachtens artikel 7 vastgestelde premie wordt met 20 % vermeerderd per kind ten laste.

Op vertoon van een uittreksel uit de geboortakte wordt de in het vorige lid bedoelde vermeerdering aan de premiebegunstigde toegekend voor het binnen driehonderd dagen na de aanvraagdatum geboren kind.

§ 2. Een vermeerdering met 10 % van het bedrag van de krachtens artikel 7 vastgestelde premie wordt aan de aanvrager toegekend wanneer hij en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft op de datum van de premieaanvraag niet ouder zijn dan 35 jaar.

§ 3. Het krachtens artikel 7 vastgestelde bedrag van de premie wordt met 100 % verhoogd indien het door het nieuwe gebouw in beslag genomen terrein op de datum van de aanvraag gelegen is :

1° hetzij binnen een in artikel 309 van het « Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine » bedoelde omtrek;

2° hetzij op een gemeentelijk grondgebied of op een gedeelte ervan bedoeld in artikel 322/12 van hetzelfde Wetboek;

3° hetzij in een architectonisch geheel waarvan de elementen krachtens artikel 351 van hetzelfde Wetboek op de monumentenlijst zijn geplaatst of binnen de grenzen van een in artikel 364 van het Wetboek bedoelde beschermingszone;

4° hetzij in een omtrek van stadsvernieuwing vastgesteld overeenkomstig de reglementering betreffende de toekenning door het Waalse Gewest van toelagen voor de uitvoering van stadsvernieuwingwerken;

5° hetzij in een voorrangsierventiegebied, zoals vastgesteld door de Executieve.

§ 4. De krachtens §§ 1 en 3 verhoogde premie mag evenwel niet driemaal zo groot zijn als het overeenkomstig artikel 7 vastgestelde bedrag.

Art. 9. § 1. Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet de premieaanvraag bij aangetekende brief ingediend worden, waarbij als datum geldt die van de poststempel :

1° door middel van het door het bestuur verstrekte formulier vergezeld van :

a) het uittreksel uit het bevolkingsregister waarbij de samenstelling van het gezin van de aanvrager is vastgesteld;

b) de in artikel 3, B, bedoelde verbintenissen;

2° a) binnen twaalf maanden na de aflevering van de bouwvergunning voor de woning waarvoor de premie wordt gevraagd, waarbij die termijn verlengd wordt indien de werken niet zijn aangevat op de vervalddag en indien de bouwvergunning overeenkomstig artikel 49 van het « Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine » voor een tweede termijn van één jaar werd verlengd;

b) binnen twaalf maanden na de ondertekening van het verkoopcompromis bij het aankopen van een woning die nooit werd bewoond;

§ 2. Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet het in artikel 1, 9°, bedoelde getuigschrift bij de aanvraag worden gevoegd.

§ 3. Binnen dertig dagen te rekenen vanaf de datum van de in § 1 bedoelde aangetekende brief wordt de aanvrager een ontvangstbewijs van zijn premieaanvraag afgegeven.

Wanneer het dossier niet alle vereiste stukken bevat, wordt de premieaanvrager binnen dezelfde termijn ervan op de hoogte gebracht.

Art. 10. Binnen dertig dagen te rekenen vanaf de toezending van het laatste stuk dat de aanvraag volledig en ontvankelijk maakt, stuurt de minister of diens afgevaardigde de aanvrager een belofte van toekenning van de premie toe.

De mededeling door de minister of diens afgevaardigde van de door de vereffening van de premie gevolgde definitieve beslissing tot toekenning geschiedt mits overlegging door de aanvrager :

— wanneer het om de bouw van een woning gaat, van een door de burgemeester van de betrokken gemeente ondertekend attest waarbij bevestigd is dat de funderings- en ruwbouwwerkzaamheden van de nieuwe woning voltooid zijn tot en met de vloerstenen van de benedenverdieping en, in voorkomend geval, dat de onverbeterbare ongezonde woning(en) met de grond gelijk gemaakt werden;

— wanneer het om een aankoop gaat, van een afschrift van de authentieke akte.

Art. 11. De premieaanvraag vervalt evenals de belofte van toekenning wanneer het in artikel 10 bedoelde stuk niet is ingediend binnen vierentwintig maanden na de datum van de aanvraag.

De minister kan de geldigheidsduur evenwel met twaalf maanden verlengen wanneer hij oordeelt dat de verzending van het attest van de burgemeester of het afschrift van de akte van aankoop verstraakt werd door onvoorziene omstandigheden of overmacht, en voor zover de aanvrager vóór het vervallen van de termijn van vierentwintig maanden een met redenen omklede aanvraag om verlenging bij aangetekende brief bij het bestuur indient.

Art. 12. De begunstigde van de premie wordt ertoe gehouden ze terug te betalen :

1° indien de verklaring met het oog op het verkrijgen van de premie of een bij dit besluit toegekende premieverhoging onjuist of onvolledig is;

2° indien de overeenkomstig dit besluit aangegane verbintenissen niet nagekomen worden.

Art. 13. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een bouwpremie voor het oprichten van een woning en van een premie voor het aankopen van een woning toebehorende aan publiekrechtelijke personen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 december 1991, is opgeheven voor wat betreft de bouwpremie en de premie toegekend in geval van aankoop van een nooit bewoonde woning bij een privé onderneming.

Art. 14. Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de volgende bepalingen toepasbaar op de vóór hun opheffing ingediende premieaanvragen :

1° het koninklijk besluit van 27 april 1977 betreffende de toekenning van bouwpremies voor het oprichten van woningen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 april 1978 en bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983;

2° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 december 1988 tot instelling van een premie voor de bouw van woningen, voor de vervanging van woningen erkend als onverbeterbare ongezonde woningen en voor de aankoop van woningen toebehorende aan publiekrechtelijke personen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 november 1989;

3° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een bouwpremie voor het oprichten van een woning en van een premie voor het aankopen van een woning toebehorende aan publiekrechtelijke personen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 december 1991.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1993.

Art. 16. De Minister tot wiens bevoegdheden Huisvesting behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 november 1992.

De Voorzitter van de Exekutieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Code du Logement, notamment les articles 48, 49 et 50, et l'article 76, y inséré par la loi du 19 juillet 1976;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 1992;

Considérant qu'il convient de consulter le Conseil d'Etat, selon la procédure d'urgence, eu égard à la nécessité de publier le présent arrêté dans les plus brefs délais, afin de le voir entrer en vigueur le 1er janvier 1993 et correspondre de la sorte au caractère annuel des dispositions budgétaires;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;